

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

20<sup>ème</sup> année - N° 3635 - Mercredi 13 Mai 2020 - Prix : 200 Fc

**CORONAVIRUS:**

## 13 patients sur le point de sortir de l'hôpital



LIRE PAGE 3

**COVID-19 :**

**Le syndicat est vent debout contre  
la rentrée universitaire du 16 mai**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)**

COVID-19  
COMORES



VOUS AVEZ DES QUESTIONS  
SUR LE CORONAVIRUS ?

ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE  
SUR LE :

**1717**  
Appel gratuit

# Le patron d'El-maarouf menace de sanctionner les contestataires

**Le directeur général de l'hôpital El-Maarouf menace de sanctionner quiconque serait tenté de brandir une grève à cause du manque de moyens de protections contre l'épidémie à coronavirus.**

Face à la pandémie du Coronavirus, le directeur général de l'hôpital El-Maarouf se montre intraitable. Nicolas Moussa menace en effet de sanctionner les soignants qui ont décidé d'entamer une grève pour réclamer des équipements de protections dans l'établissement. Ces doléances sont visiblement le cadet des soucis du patron de l'hôpital national pour qui tout arrêt de travail du personnel risque

d'« impacter » la santé publique en cette crise sanitaire que traverse le pays.

« Concernant la notion de retrait face à un danger grave et imminent, le contexte de pandémie du Covid-19 ne constitue pas un motif suffisant pour un arrêt de travail », lit-on dans une note de service destinée au personnel soignant par la direction. « Tout arrêt de travail, collectif ou individuel, susceptible de porter atteinte à la continuité du service public hospitalier ou de nuire aux patients, donnera lieu à des sanctions », prévient le directeur qui a omis de glisser un mot sur la réclamation tout à fait légitime des soignants.

Pour rappel, le personnel d'El-Maarouf avait lancé un cri d'alarme



sur la situation qu'il vivait à l'hôpital. Ils ont pointé du doigt le manque de matériel adéquat leur

permettant d'être en contact des malades sans risque très élevé. Selon eux, les conditions n'étaient

pas réunies pour travailler dans les normes. Ce pour quoi ils avaient demandé des combinaisons, lunettes, charlottes, masques, surblouses, solutions hydro-alcooliques, gants... en qualité et en quantités suffisantes. Mais aussi une indemnité journalière ne pouvant être inférieure à 10.000 fc, une structure de repli pour le personnel, une formation axée sur la pratique mise en situation des conditionnements pour l'élimination correcte des déchets, un incinérateur de déchets et une morgue. Faute d'une réponse favorable, les paramédicaux avaient prévu de jeter l'éponge. Iront-ils jusqu'au bout après la menace de leur direction ?

Andjouza Abouheir

## LIGUE DE FOOTBALL DE MWALI

### Relégation et promotion, compétence de la hiérarchie

**A l'instar des sportifs du monde, les footballeuses et footballeurs de l'île de Djumbe Fatima regrettent la présence du covid-19, mais partagent la mesure de prévention prônée. Avant l'interdiction de tout regroupement, la soixantaine d'équipes de l'île était dans l'ambiance. En clair, les équipes ne jouent pas contre des adversaires, mais jouent avec eux. Le président de la ligue régionale, Abdoulatif Abdallah, décrit le paysage footballistique de l'île.**

« Dans l'ensemble, l'ambiance était bonne. Les arbitres s'étaient efforcés de remplir leur mission dans les meilleures conditions. Les supporters étaient restés fair-play. Les équipes savent qu'en sport, il n'y a pas de combat, ou s'il en a un, c'est uniquement celui qu'on doit mener contre lui-même. Les dirigeants renforcent les sensibilisations au niveau de leurs sociétaires respectifs pour le respect la logique de la sportivité. Attention, l'erreur est humaine. Il nous arrive de faire face à des supporters passionnés et imprévisibles », explique Abdoulatif.

Sur le quotidien des joueurs par rapport au coronavirus, les Mohéliens se montrent sages. « Cette situation préoccupe tout un chacun, y compris nos équipes [U15 et U17 (16), football féminin (5), D3 et D2 (32) et D1 (8), ndlr]. La mesure de prévention est salubre. Toutefois, elles ont hâte que la saison se termine », enchaîne le secrétaire de la ligue. Le processus

de déconfinement prudent amorcé dans le monde représente-t-il un indice pour l'ouverture des stades. Le retour au stade serait un enchaînement ou annulation du championnat ? Notre interlocuteur coupe court : « Si tout rentre dans l'ordre, on sera prêt. Une saison se joue dans une période donnée. Avant de commencer une nouvelle saison, la Fédération de Football des Comores fixe les dates d'ouverture et de clôture. Mais, comme nous sommes dans un cas de force majeure, l'enchaînement du match pour finir en beauté la saison serait idéal ».

Et, si la hiérarchie déclare la saison en cours comme saison morte. « Même si la procédure de promotion et de relégation relève de la compétence de la hiérarchie, notre ligue s'est réunie pour réfléchir quand au sort de la saison en cours. Elle a arrêté quelques propositions à soumettre au Comité de Normalisation et au ministère si cela s'avère nécessaire », apaise Abdallah.

Ailleurs, sans état d'âme, certaines fédérations, comme celle de l'Hexagone, ont mis les points sur les « i » : championnats amateurs arrêtés, montée et descente des équipes suspendues. Nadjim Abdou, capitaine du Football Club de Martignes et défenseur des Coelacanthés, sous le micro de Maritima Médias, le confirme avec regret : « Ma 1ère réaction c'est clair en tant que compétiteur, c'est qu'il y a de la déception. On avait envie de clôturer tout ça. On avait l'ambition de pouvoir accéder à l'échelon au-dessus. J'espère avec tout le groupe, qu'on va arriver à nos ambitions ».

Sur les difficultés vécues par cet instance régionale, Abdoulatif se montre désoler : « Comme toutes les autres ligues, je pense que le problème financier reste primordial et récurrent. Une grande partie de nos stades ne sont pas clôturés. Donc, en termes de recettes, le taux est très insignifiant. Les personnes morales et physiques, privées ou publiques, susceptibles de sponsoriser les équipes font défaut. Il y a également, le problème de sécurisation des matches et de surveillance médicale des joueurs. Les agents de secourisme assurent toutefois une assiduité irréprochable aux compétitions des jeunes ».

Bm Gondet

#### La Gazette des Comores

##### Directeur général

Said Omar Allaoui

##### Directeur de la publication

Elhad Said Omar

##### Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

##### Secrétaire de rédaction

Toufè Maecha

##### Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

##### Chronique Sportive

B.M. Gondet

##### Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

##### Responsable commercial

Mariama Mhoma

##### Documentation archiviste

Mariama Hassane

##### Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

##### Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## CHRONIQUE DU RAMADAN

### Iftar et l'invocation lors de coupure du jeûne

Le mois de Ramadan est une période d'entraînement spirituel qui participe à notre cheminement vers Allah de part le jeûne ou les adorations qui y sont attachées. Parmi les moments d'exception que le musulman doit profiter pour invoquer son seigneur est le moment de l'iftar.

D'ailleurs, il fait partie des moments où les prières sont exhaussées, selon le prophète. Mais quel est le sens du mot Iftar. Ce dernier est le repas qui est pris chaque soir par les musulmans au coucher du soleil pendant le ramadan. Le terme iftar est aussi à rapprocher de fitr (dans Aïd el-Fitr, la fête qui marque la fin du mois de ramadan), avec le sens de « rupture du jeûne ». En dehors de ce contexte, le terme désigne le petit déjeuner. Quant aux adhris liées à ce moment, l'imam al-Nawawî a dédié un chapitre spécial à cette thématique, intitulé « ce que dit le jeûneur au moment de la rupture du jeûne ».

D'après le Hadîth sahih, rapporté par Tirmidhî et Abû Dâwûd, le prophète recommande de lire «Dhahaba adh-dhama'u wa-btallati al-urûqu wa-thabata al-ajru inshâ'a Allâh. C'est à dire «La soif est éteinte, les veines sont alimentées et la rétribution est assurée si Dieu le veut». Un autre hadith rapporté par Abû Dâwûd, le prophète nous recommande de lire: Allâhumma laka sumtu wa-âlâ rizqika aftartu. (Ô mon Dieu, c'est pour Toi que j'ai jeûné et c'est avec Ta subsistance que j'ai rompu le jeûne) ou l'autre : Al-hamdu li-llâh al-ladhî a'ânânî fa-sumtu wa-razaqânî fa-aftartu (Louanges à Allah qui m'a aidé à jeûner et m'a accordé du rizq (subsistance) pour rompre mon jeûne, selon un Hadîth rapporté par Ibn al-

Sunnî.

Cette même source a rapporté une autre invocation:»Allâhumma laka sumnâ wa-âlâ rizqika aftarnâ, fa-taqabbal minnâ innaka anta as-samî'u al-âlîm (Ô mon Dieu, c'est pour Toi que nous avons jeûné et c'est avec Ta subsistance que nous avons rompu le jeûne. Accepte de nous, Tu es Toi Celui qui entend et qui connaît.) «Abd Allâb bin 'Amr bin al-Âs qu'Allah l'agrée a dit : « J'ai entendu le prophète dire : Le jeûneur a une invocation qui n'est pas rejeté au moment de la rupture de son jeûne ».

Il faut se rappeler que l'invocation est une adoration non restreinte et qu'il est recommandé d'invoquer Allah à tout moment et avec toute invocation. La forme la plus parfaite est de débiter toute invocation méritoire par ce qui est transmis dans les hadîth, puis d'ajouter les invocations transmises d'après les grands savants, puis d'ajouter si on peut nos propres invocations. Quant au fait de déterminer avec quoi on rompt le jeûne, Salmân bin 'Âmir radiya Allâh 'anhu a dit : Le prophète a dit : « Quand quelqu'un parmi vous rompt son jeûne, qu'il le rompt avec des dattes, s'il n'en trouve pas, avec de l'eau car c'est du pure purifiant (tahûr) ». (Hadîth authentifié par al-Nawawî, rapporté par Abû Dâwûd et Tirmidhî). D'après Anas radiya Allâh 'anhu, le prophète rompait son jeûne avant de prier en mangeant quelques rutab (dattes non sèches) ; s'il n'en avait pas, il prenait quelques dattes (sèches) ; s'il n'avait pas, il prenait quelques gorgées d'eau ». (Hadîth rapporté par Abû Dâwûd et Tirmidhî).

Ibnou M. Abdou

## CORONAVIRUS:

# 13 patients sur le point de sortir de l'hôpital

*Le ministère de la santé et la coordination chargée du Covid-19 rassurent sur les dispositions à leurs yeux « suffisantes » des équipements médicaux pour lutter contre la propagation du Covid-19 et reprochent au personnel soignant de ne pas en faire bon usage. L'occasion pour le ministère d'annoncer que 13 patients vont bientôt sortir de l'hôpital de Samba pour être ensuite placés en quarantaine pour un suivi.*

Le comité de coordination et le ministère de la santé ont tenu une conférence de presse en début de semaine, lundi 11 mai. Ils ont essayé d'éclaircir certains points objets de polémiques

et ainsi lever les doutes sur la gestion de la crise sanitaire à coronavirus. Entre ingérence de l'hôpital de Samba et le manque d'équipements médicaux, le docteur Yousouf Mahmoud, perçu comme le bras technique du directeur d'El-maarouf, tient à rassurer que le pays dispose des équipements nécessaires pour lutter contre cette épidémie. « Nous avons bien évidemment du matériel suffisant mais c'est le personnel soignant qui n'en fait pas bon usage ou plutôt, ils font référence à ce qui se passe en occident », dit-il.

A Ngazidja par exemple, chaque district de région a été équipé de trois boîtes de masques et de deux boîtes de gants pour faire face à la



pandémie. Depuis le 30 avril à ce jour, 84 cas ont fait l'objet de prélèvements et seulement 11 sont déclarés positifs au covid-19. « Au

départ, nous avons 30 patients à l'hôpital insulaire de Samba. 5 d'entre eux sont décédés dont 1 par le Covid-19 selon les résultats du

RT-PCR », indique de son côté le docteur Djabir, médecin en chef des urgences de l'hôpital El-Maarouf, avant d'ajouter qu'« actuellement, l'hôpital compte 16 patients dont 13 qui vont bientôt sortir. Pour le moment, nous sommes en train de voir où ils vont être installés pour passer leur quarantaine avant de rejoindre leurs domiciles respectifs ».

Le ministère de la santé insiste sur les renforcements des mesures barrières pour éviter une explosion de la contamination. « Pour une population de plus 800 000 habitants, 11 cas est un chiffre important », reconnaît Loub Yakouti, la ministre de la santé.

**Andjouza Abouheir**

## COVID-19 :

## Le syndicat est vent debout contre la rentrée universitaire du 16 mai

*Les enseignants de l'université sont vent debout contre la rentrée annoncée pour le 16 mai prochain. Au regard du contexte pandémique actuel, ils exigent en amont la mise en place de mesures de prévention et de protection aussi bien au niveau du personnel qu'au niveau des étudiants. Le paiement des deux mois d'arriérés de salaire s'invite parmi les revendications.*

Devant la presse nationale lundi dernier, le secrétaire général du Sneuc, le syndicat des enseignants de l'Université, se montre hostile à la reprise des cours universitaires le 16 mai prochain. En l'absence d'un plan pour des mesures de protection contre le coronavirus, Abdou Saïd



Mougnidaho ne voit pas la rentrée faisable. Autre point d'achoppement face à l'initiative des autorités, le non paiement de deux mois de salaires desdits enseignants. Et il n'en démord pas.

« Nous avons fait une grève récemment. Parmi les discussions

que nous avons menées avec le gouvernement, la demande d'être payés à temps. Pourtant, nous accusons deux mois d'arriérés de salaire alors que les autres agents de l'Etat sont payés. Donc, il est clair que le gouvernement n'a pas respecté notre requête », déplore celui qui

espère tout de même que le gouvernement rectifiera le tir au prochain paiement.

Par ailleurs, Abdou Saïd Mougnidaho est revenu sur la question de la crise sanitaire mondiale du Covid-19. Pour lui, aucun plan de sécurité n'a été élaboré en vue de la rentrée pour faire barrage à cette épidémie. « Comment peut-on rouvrir les classes sans le moindre plan », s'interroge-t-il. « Pour que cela soit possible, il faut un plan pour le respect des consignes de barrière contre la propagation de la pandémie de Covid-19 », revendique celui qui affirme que l'administration n'a jamais daigné se pencher sur la question.

Le syndicat réitère que dans les conditions actuelles, « la rentrée universitaire n'est pas faisable ». Et pour cause: « Rien que le respect

des mesures contre la propagation de la pandémie Covid-19, n'est pas encore étudié. On peut avoir des masques pour les enseignants. Mais, la distanciation sociale ne sera pas une sinécure avec une salle de cent étudiants » ou plus.

Pour lui, il faut bien étudier tous les paramètres afin de lutter contre la propagation du virus. « Il faut partager chaque classe en trois groupes, pour bien respecter la distanciation sociale. Et dans ce cas, les heures de cours vont changer », recommande-t-il tout en se demandant si en effet les enseignants seront payés pour ses heures supplémentaires. Le Sneuc qui campe sur sa position appelle ainsi le ministère de l'éducation à revoir sa copie sous peine de faire choux blanc.

**Nassuf Ben Amad**

## INTEMPÉRIES

## Deux maisons sont inhabitables à Vouvouni

*Depuis jeudi dernier, des pluies diluviennes frappent Moroni et ses environnants. Le 08 mai dernier, la ville de Vouvouni a été inondée par des eaux qui ont ravagé deux maisons.*

Cela fait 10 ans que les eaux de Karthala n'ont pas coulé sur la région du Bambao avec une envergure bien identique à celle de 2012. Les rivières de Hambou et de Bambao ont déferlé dans la nuit du 7 mai dernier, et une partie de Vouvouni a été submergée par les eaux. Deux habitations sont inhabitables. « C'était aux environs de 1h du matin que l'eau a pénétré au salon. Nous n'avons pu rien faire pour pro-

téger les autres chambres. Nos meubles sont abîmés. C'est jusqu'au matin que des gens sont venus à notre secours », explique la femme de Toibibou Hachim, médecin traditionnel logé à Vouvouni depuis longtemps. En effet, quand la situation s'est dégradée au matin du 8 mai, la famille Hachim a réussi avec l'aide des voisins à sauver quelques objets comme la télévision. Mais s'agissant des canapés et des moquettes tout est endommagé.

Le domicile de Saïd Mze de Vouvouni est complètement sinistré. Des objets ont disparu mais les propriétaires n'ont pas donné plus de précisions. Mis à part, les domiciles garnis des déchets et des ordures à la place des logis, des champs cultivant des légumes et d'autres végétations



n'ont pas été épargnées. Interrogé sur la valeur de sa semence, l'agriculteur anjouanais a parlé de plus de 500.000

KMF. « C'est tout un travail de plusieurs années qui est foutu. J'ai beaucoup investi sur cette plantation.

C'est mon espoir et mon économie qui sont détruits », larmoise, Mamadi.

Dans le cas présent, le pire est à venir. Si ce déluge continuait, c'est une partie entière de Vouvouni qui sera submergée car le canal qui est conçu pour acheminer la rivière est abîmé, ce qui a causé les dégâts matériels. Aujourd'hui, on ignore comment la direction de la sécurité civile va intervenir dans cette zone tellement exposée et très vulnérable aux aléas naturels au moment où des sinistrés dont Toibibou Hachim décident de ne pas quitter son domicile mais tente plutôt de le réhabiliter et y rester en considérant que l'État paiera les dommages. En toute circonstance, la société Eiffage poursuit les travaux de la route nationale 2.

**Kamal Gamal**



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**

## HIRING OF SOCIAL DEVELOPMENT CONSULTANT

World Bank Country Office in Comoros

### BACKGROUND AND GENERAL DESCRIPTION

Established in 1944, the WBG is one of the world's largest sources of funding and knowledge for development solutions. In fiscal year 2018, the WBG committed \$67 billion in loans, grants, equity investments and guarantees to its members and private businesses, of which \$24 billion was concessional finance to its poorest members. It is governed by 188-member countries and delivers services out of 120 offices with more than 16,000 staff located globally.

#### •The world bank group's vision and strategy :

The global development community is at an auspicious turning point in history. Thanks to the success of the past few decades and favorable economic growth, developing countries now have an unprecedented opportunity to end extreme poverty within a generation. This is the vision of the WBG: to eradicate extreme poverty by reducing the number of people living on less than \$1.25 a day to 3 percent by 2030 and promote shared prosperity by fostering the income growth of the bottom 40 percent in every country.

To achieve this vision, the WBG Board of Governors approved a strategy for the organization that utilizes the combined strength of the WBG institutions and their unique ability to partner with the public and private sectors to deliver customized development solutions backed by finance, world class knowledge and convening services. The strategy has three components: (1) maximizing development impact by engaging country clients in identifying and tackling the most difficult development challenges; (2) promoting scaled-up partnerships that are strategically aligned with the goals; and (3) crowding in public and private resources, expertise and ideas.

The architecture underpinning the strategy and instrumental to its success is the establishment of Global Practices and Cross-Cutting Solution Areas that, in concert with the WBG Regions, will design solutions that address clients' most pressing developmental challenges, and ultimately, enable the WBG to meet its twin goals of eliminating extreme poverty and boosting shared prosperity

The Sustainable Development Practice Group helps countries tackle their most complex challenges in the areas of Agriculture, Climate Change, Environment and Natural Resources, Social, Urban, Rural and Resilience, and Water

#### • Social development context

The Social Development theme addresses issues related to: (a) social inclusion of the poor, vulnerable, and the excluded; (b) promoting accountable institutions; (c) supporting socially cohesive communities and groups with a focus on prevention of conflict, crime and violence, as well as supporting post-conflict development; (d) using community driven development as a tool for developing local infrastructure and delivering services; and (e) addressing issues related to social risk management, including those covered by the World Bank's social safeguard policies on Indigenous Peoples and involuntary Resettlement, and by the Environmental and Social Standards (ESSs) in the new Environmental and Social Framework (ESF). The work on inclusion of vulnerable and excluded group covers, among others, issues related to Gender, LGBT,

Disability, ethnic minorities, Indigenous Peoples, and displaced populations.

The Social Development team has an active work program in the Africa Region (AFR) including Comoros, encompassing project loans and grants, advisory and analytical programs and active partnerships supporting a wide range of engagements across sectors, including social safeguards and social risk management; community driven development; citizen engagement and social accountability; social inclusion; and social resilience.

#### • Position

The SURR GP is recruiting a social development consultant to provide support in meeting the Bank's expanding Environmental and Social Framework (ESF) and social safeguards agenda and promote the social sustainability of its investments in Comoros. The consultant will report directly both to the CMU Coordinator, and to the Senior Development Specialist in charge of Comoros.

#### CONTRACT OBJECTIVES

The objective of this contract is to support the implementation of the social development work program in Comoros, with an emphasis on social safeguards and social risk management.

#### DUTIES AND ACCOUNTABILITIES

Under the coordination of the Senior Social Development Specialist in charge of Comoros the Social development Consultant will have the following responsibilities:

- Work closely with Comoros Social Development team, providing oversight and quality assurance. This will include direct operational support on social safeguards and ESF;
- Contribute to the analysis and development of project documents on social safeguards/ESF aspects during the project lifecycle;
- Analyze and support the compliance of the terms of reference, and safeguards/standards (ESF) documents for social risk assessment and management developed by the Client with respect to the WBG policies and directives;
- Contribute to the follow-up of the implementation of social safeguards/ESF measures and instruments in projects (ESCP, ESMF/ESMP, RAP/RPF, LMP, SEP, Citizen Engagement, Grievance redress mechanism (GRM),... applications, recommendations from World Bank supervision missions);
- Advise and participate in project teams to help develop operational designs and mechanisms to assess social opportunities, impacts, constraints and risks related to Bank supported operations; develop and evaluate proposed technical solutions, and assist in the preparation of project documentation;
- Participate in supervision missions by providing expertise in social safeguards/ESF/Citizen Engagement, and contributing to the writing of the mission's aide-memoire;
- Work with Country Teams on addressing social development and social risk issues in Country Strategies, operations, analytic work and advisory services to the CMU and government;
- Work effectively in multi-disciplinary teams,

across Global Practices, and interact with management as appropriate;

- Participate as technical advisor in capacity building activities organized by the World Bank;
- Play the role of focal point on citizen engagement for Comoros Portfolio;
- More specifically, support the operationalization of the Grievance redress mechanism (GRM) in the projects in Comoros portfolio.

#### SELECTION CRITERIA

- Minimum of MA/MS degree in a relevant technical discipline (sociology, international development, economy, political science, etc.).
- Minimum of 05 years relevant experience (work or applied scientific research) as social assessment and management. Familiarity or relevant experience in citizen engagement/social accountability, community driven development, social risk management, involuntary resettlement... .
- Familiarity with World Bank's safeguards policies (mainly related to social issues), ESF and/or IFC's Performance Standards /MIGA Environmental and Social policies or similar standards would be an advantage.
- Strong analytical skills, ability to think strategically, analyze and synthesize diverse qualitative and quantitative socially related data and information.
- Ability to work effectively in multi-cultural environments and to build effective working relations with clients and colleagues.
- Ability to follow up multiple work-streams simultaneously.
- Ability to work independently requiring minimal supervision;
- Ability to work well with a range of stakeholders, including project-affected parties, government officials, non-governmental organizations / civil society, as well as project investors and their staff.
- Ability to communicate ideas clearly and confidently, articulate issues and recommend solutions.
- Excellent (Fluency) verbal and written English, French and Comorian language skills are essential; Able to write and/or present in a fluent, business-like manner with minimal supervision. Able to synthesize (both verbally and in writing) complex issues and clearly summarize key points and questions. Understands the need to tailor communication to the audience and can prepare effective supporting documents to facilitate his/her oral presentation on straightforward subject matter. Creates an environment where respect, tact, and consideration for all cultures are used in all communication.
- International experience is an advantage; experience in developing countries / emerging economies is a strong advantage. Ability and willingness to travel frequently, including to developing countries and possibly remote, fragile and conflict affected areas, is required.

#### HOW TO APPLY?

The World Bank invites qualified individuals to view the full position description, complete selection criteria, required competencies to apply and send their CV with Motivation letter to [sahmed43@worldbank.org](mailto:sahmed43@worldbank.org) before May 18th, 2020.